

MATCH CONGO-GAMBIE

Appel à l'union sacrée autour des Diablies rouges

Après la lourde défaite (0-4) concédée samedi dernier à Bamako face aux Aigles du Mali, les Diablies rouges disputent ce mercredi, au stade Alphonse-Massamba-Débat de Brazzaville, le match aller de la deuxième journée contre les Scorpions de la Gambie, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2023 qui se jouera en Côte d'Ivoire.

Prélude à cette rencontre déterminante pour la suite de la compétition, le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a témoigné hier le soutien du gouvernement et du peuple congolais aux joueurs ainsi qu'au staff technique. A l'occasion, il a lancé un appel à l'union sacrée autour du onze national qui, selon lui, est capable de sursaut et de se relever après un premier faux pas.

Page 16



Anatole Collinet Makosso s'adressant aux Diablies rouges/DR

LÉGISLATIVES ET LOCALES

Les femmes candidates se forment aux enjeux de la représentativité



Le Premier ministre passant avec les participantes

Plusieurs femmes issues de différentes formations politiques et candidates aux élections législatives et locales de juillet prennent part à une formation dédiée aux enjeux de la représentativité. Organisée par le ministère de la Promotion de la femme, en partenariat avec les agences du système des nations unies, cette formation vise à renforcer leurs capacités managériale et organisationnelle pendant les campagnes électorales.

Page 2

DÉVELOPPEMENT

Les premières dames d'Afrique en conclave à Brazzaville

Onze premières dames sont attendues à Brazzaville pour prendre part à la 26e assemblée générale de leur mouvement prévue du 9 au 10 juin. Lors de cette rencontre, Antoinette Sassou N'Guesso qui préside l'Organisation des premières dames d'Afrique pour le développement devra passer le témoin à une autre de ses collègues.

HANDBALL

Clarisse Opondzo nommée entraîneur du BSM Montluçon en France

Page 14

SECTEUR PRIVÉ

Le Figa accorde des subventions aux porteurs de projets

Vingt-huit entrepreneurs congolais, porteurs de projets, viennent de bénéficier des subventions du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement des très petites et moyennes entreprises (Figa).

Ces aides s'inscrivent dans le cadre des conventions d'octroi de garantie aux entreprises exerçant dans les secteurs à fort potentiel d'emplois comme l'agriculture, la pêche, l'élevage, la pisciculture, le numérique et l'agroalimentaire.



La ministre posant avec les bénéficiaires/Adiac

DISTINCTION

Huit journalistes récompensés par l'ONG « Viens et vois »

Page 16

ÉDITORIAL

Crainte

Page 2

Page 3

ÉDITORIAL

Crainte

Les élections législatives et locales des 4 et 10 juillet approchent, et les opérations préélectorales s'effectuent normalement. Cependant, la crainte gagne les candidats qui sont à leur première participation si bien qu'ils multiplient les consultations auprès des potentiels électeurs.

Les habitués, à tort ou à raison, vont peut-être s'appuyer sur les anciennes stratégies. L'enjeu est majeur au point où toutes les surprises sont permises. C'est pour cela que la prudence doit être de mise aussi bien chez les anciens que chez les nouveaux.

Pour diverses raisons, quelques formations politiques tardent à constituer des combinaisons. Elles doivent hâter les pas parce que le temps manque et les dossiers de candidatures viennent d'être clôturés. Les états-majors et les fiefs politiques bougent !

La crainte est d'autant plus grande chez les candidats qui attendent l'aide financière de leurs soutiens ou sponsors. Un appui indispensable souvent versé aux bénéficiaires avec un grand retard et ce qui peut causer un sérieux préjudice parce que les adversaires prennent de l'avance dans la campagne.

De leur côté, ceux qui n'ont pas été choisis par leurs structures dirigeantes ressentent non pas de la crainte mais de l'inquiétude de ce que seront leurs lendemains au point où les anciens députés non reconduits incitent les futurs électeurs à contester leurs remplaçants.

Autant de signaux qui peuvent laisser craindre que pendant la campagne électorale et même lors du scrutin qu'il ait des troubles provoqués par ces mécontents. Les services de sécurité ont tout intérêt à prendre des dispositions nécessaires.

Les Dépêches de Brazzaville

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Les femmes face aux enjeux électoraux

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a lancé officiellement, le 7 juin au Palais des congrès de Brazzaville, la session de formations des femmes candidates aux élections législatives et locales des 4 et 10 juillet prochains.

Organisées par le ministère de la Promotion de la femme et de l'Intégration des femmes au développement en partenariat avec les agences du système des Nations unies, les formations visent, entre autres, à accroître la représentativité des femmes dans les organes de prise de décisions et de promouvoir leur participation à la vie publique.

Selon le chef du gouvernement, le but est de renforcer les capacités des participantes sur les concepts et les outils de base ; faire prendre conscience des enjeux de la représentation équilibrée homme/femme dans les organes de prise de décisions. Les autres attentes étant le renforcement des capacités managériales et organisationnelles des femmes lors des campagnes électorales ainsi qu'en matière de formulation d'une stratégie de campagne électorale et de sa conduite.

En effet, la République du Congo a adopté plusieurs textes relatifs aux droits des femmes tout en leur reconnaissant le droit de participer pleinement au processus de développement sans discrimination. « En investissant dans une participation politique qui tient compte de l'approche genre, notre pays se rapproche de la réalisation des droits humains fondamentaux des femmes et des filles ainsi que celui des Objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 5 qui vise à parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », a rappelé Anatole Collinet Makosso. La sensibilisation, l'éducation et la

formation sont, a précisé le Premier ministre, des composantes essentielles de toute stratégie visant à améliorer la représentation homme/femme dans les organes de prise de décisions à tous les échelons de la vie nationale. Il a enfin invité les femmes à la solidarité, à la persévérance et à la prise de conscience des mesures prises en leur faveur afin d'accéder dans le processus décisionnaire.

Le Congo, 167e au classement mondial de l'Union interparlementaire

Initiatrice du programme de formation, la ministre en charge des questions des femmes a rappelé qu'en République du Congo les femmes représentent près de 52% de la population et sont présentes dans la quasi-totalité des secteurs vitaux du pays. Mais, leur rang dans la société demeure encore de moins en moins valorisé en raison de leur présence insuffisante dans les sphères de prise de décisions à tous les niveaux. Dans le cadre du renforcement du statut politique de la femme, ce ministère entend organiser, dans la perspective des élections législatives et locales de cette année, un plaidoyer et un suivi de la révision du cadre légal et réglementaire des élections et l'amendement des statuts et règlements intérieurs des partis politiques ; la formation des formateurs.

La réalisation de toutes ces activités est, a-t-elle indiqué, d'une importance capitale car elle concourt à la promotion et à la représentation équitable homme/femme

dans les sphères de prise de décisions publiques et administratives. « En effet, la réduction des parités liées au genre et le renforcement de la participation des femmes au développement sont essentiels non seulement pour la construction d'une société juste, mais aussi d'une condition préalable pour instaurer durablement la stabilité politique, sociale, économique, culturelle et environnementale entre les communautés de notre pays », a déclaré Inès Nefert Bertille Ingani, précisant qu'en dépit de tous ces efforts réalisés, le Congo figure parmi les derniers pays en matière de représentation des femmes dans les postes de prise de décisions et dans les instances électives (167e place dans le classement mondial de l'Union interparlementaire).

D'après elle, la représentation actuelle des femmes au niveau du gouvernement et du parlement constitue un véritable handicap pour l'éclosion d'un leadership féminin au Congo et pour son développement inclusif.

Reconnaissant les efforts du pays en la matière, le représentant du Programme des Nations unies pour le développement, Maleye Diop, a rappelé la nécessité d'améliorer et d'encourager la participation des femmes en politique pour atteindre les objectifs de développement inclusif et durable. « Parmi les instruments les plus à même d'y contribuer se trouvent en bonne place les partis politiques », a-t-il déclaré.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nonzoi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SECTEUR PRIVÉ

Vingt-huit entrepreneurs bénéficient des subventions du Figa

Les bénéficiaires ont été présentés au public, le 7 juin à Brazzaville, après deux mois de formation sur la tenue de la comptabilité, le management d'équipe... Tous basés à Brazzaville et exerçant dans les secteurs à fort potentiel d'emplois, les entrepreneurs percevront des financements selon la taille de leurs projets.

Les entrepreneurs sélectionnés font partie de la première cohorte des promoteurs des projets appuyés par le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (Figa), en partenariat avec des structures techniques comme les plateformes "Kosala" et "Africadvice". Le fonds créé par l'État congolais a pu débloquer au total 210,8 millions FCFA, pour déposer auprès des établissements de crédit. Dans ce processus, le Figa s'engage à apporter des garanties jusqu'à 80% en couverture des crédits accordés dans le cadre des conventions d'octroi de garantie.

Ces porteurs de projets d'entreprise évoluent pour l'essentiel dans l'agriculture, la pêche, l'élevage, la pisciculture, le numérique et l'agroalimentaire. L'on dénombre parmi les bénéficiaires 30% des femmes, 50% d'entreprises en développement et 50% en création. Ces promoteurs ont suivi tout le processus d'impulsion, à savoir la sensibili-



sation et la sélection des candidats entrepreneurs ; le renforcement des capacités à travers la formation à l'esprit et la gestion d'entreprise ; et le mentorat par l'assistance à l'appropriation du plan d'affaires.

D'après le directeur général du Figa, Arnel Fridolin Mbouloukoué, les moyens nécessaires ont été mis en œuvre pour préparer ces bénéficiaires à s'adapter au monde des affaires. Le fonds a conclu trois conventions majeures respectivement avec

les banques, les établissements de microfinance et les structures d'appui non financier permettent au Figa d'atteindre ses objectifs. « Le Figa s'appuie sur un réseau diversifié des partenaires institutionnels et privés, techniques et financiers pour mettre en œuvre son dispositif d'accompagnement couvrant toute la chaîne des besoins des porteurs de projets et des Très petites, petites et moyennes entreprises en création, en reprise ou en

Les officiels présents à la cérémonie «Adiac croissance», a-t-il indiqué.

La présentation des bénéficiaires de Brazzaville intervient quelques semaines après la sélection en avril dernier des promoteurs de projets à Dolisie (Niari) pour les bénéficiaires de cette ville, de Madingou et de Nkayi, et le 12 du même mois à Owando pour ceux de cette localité, d'Oyo et Makoua. Pour la ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'Artisanat et du Secteur informel, Jacqueline Lydia Mikolo, cet en-

gagement du gouvernement vise à relever le défi de la diversification de l'économie nationale et de l'accès aux financements pour le secteur privé.

« Ces réformes en matière du climat des affaires vont se poursuivre, par exemple, sur le statut de l'entrepreneur pour permettre aux acteurs du secteur informel de se formaliser sans craindre les dérives de la parafiscalité (...) Je vous informe qu'il sera sous peu sur la table. Le gouvernement rassure l'ensemble des entrepreneurs nationaux et internationaux de sa disponibilité et sa volonté politique à œuvrer pour un secteur privé productif et créateur d'emploi et de richesses », a-t-elle assuré.

À l'instar de Claude Pascale Loundou, développeuse d'une application de suivi de grossesse, et Basilde Massamba, promotrice d'un atelier de mécanique auto, les bénéficiaires réclament davantage de soutiens de l'État.

Fiacre Kombo

LÉGISLATIVES 2022

L'UNIRR investit Roger Loukombo N'dokolo à Mayama

Candidat investi par l'Union pour la refondation républicaine (l'UNIRR) à Mayama, Roger Loukombo N'dokolo, président du parti du centre, se positionne aux élections législatives, couplées aux locales, scrutins prévus les 4 et 10 juillet.

Le choix du parti du centre de la majorité présidentielle s'est porté sur la circonscription électorale unique de Mayama, située à 85 km de Brazzaville, dans le département du Pool. En tant qu'adepte du développement en appui «de l'économie villageoise», Roger Loukombo N'dokolo entend mener sa campagne autour d'une volonté politique censée aboutir à «Unir Mayama», localité dont il est originaire.

Auprès de la population répartie à travers les vingt comités de villages et les quatre comités de quartiers, Roger Loukombo N'dokolo veut démontrer qu'il est un des maillons des Congolais de l'étranger épris de convictions quant au rôle essentiel dans les efforts du développement du Congo.

À un mois de ces scrutins, le candidat d'UNIRR, avec son suppléant Alphonse Samba Banzouzi, enseignant à Mayama, se disent prêts à batailler fort afin d'assurer au chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, une majorité confortable au Parlement et dans les assemblées locales.



Roger Loukombo N'Dokolo

Marie Alfred Ngoma

ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

L'UE table sur la gouvernance économique

L'ambassadeur de l'Union européenne (UE) au Congo, Giacomo Durazzo, a été reçu en audience, le 7 juin à Brazzaville, par le ministre en charge des Zones économiques spéciales, Emile Ouosso.

Dans le souci d'opérationnaliser les Zones économiques spéciales (ZES) d'Ignié, de Pointe-Noire, d'Oyo-Ollombo et de Ouesso, le gouvernement a opté pour le partenariat public-privé. Les deux parties ont échangé en termes de développement des ZES et il a été question de voir les possibilités de coopération avec l'UE et ses États membres. L'objectif est d'attirer les petites et moyennes entreprises européennes (PME) dans ces zones.

Pour l'ambassadeur de l'UE, les PME sont des acteurs importants, car « l'économie européenne est fondamentalement basée sur les petites et moyennes entreprises ». Intéresser ces entreprises à s'implanter au Congo a fait l'objet de l'entretien entre Giacomo Durazzo et Emile Ouosso.

Dans ces zones, « il y a du potentiel mais il y a aussi beaucoup de questions à régler », a-t-il poursuivi. Concernant la gouvernance économique, Giacomo Durazzo a mis un bémol. « On peut développer ces ZES, mais il faut travailler sur la question de gouvernance parce que si vous avez des freins, les PME ne seront pas forcément intéressées à venir. Il faut travailler sur la gouvernance et les ZES », a-t-il fait savoir.

En clair, les problèmes de gou-



L'ambassadeur de l'UE au Congo, Giacomo Durazzo

vernance économique sont perçus comme un frein à l'investissement extérieur.

Sur les garanties que l'État congolais apporte aux investisseurs, entre autres, l'exonération de l'impôt sur les sociétés pendant dix ans, l'impôt sur les revenus des personnes physiques pour les expatriés à 0%, l'ambassadeur de l'UE a affirmé : « C'est déjà un début mais il reste

encore beaucoup de travail à faire », relevant, en outre, le climat des affaires et les questions de justice.

Giacomo Durazzo, de nationalité italienne, a servi successivement en Tunisie, au Mali, en Somalie, au Kenya et au Tchad. Avant d'être nommé au Congo, cet ingénieur agricole de formation était ambassadeur de l'UE en Mauritanie.

Josiane Mambou Loukoula

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

La 22^e promotion du Cami reçoit des attestations et certifications

La cérémonie de remise des attestations et certifications de la vingt-deuxième promotion du Centre d'application aux métiers de l'informatique (Cami), couplée au lancement du programme B2i, s'est déroulée en présence du conseiller socio-politique du maire de Makélékélé, Théophile Bouassapele.

Le Cami a choisi de répondre à un besoin de la population congolaise en général et de Brazzaville en particulier en œuvrant pour la formation intégrale de l'homme dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) et ses métiers depuis 2013. Il a attesté et certifié ses apprenants en assistant ressources humaines ; assistant secrétariat administratif ; assistant logistique et transport ; hygiène, sécurité environnement ; assistant comptable ; réseau informatique ; maintenance informatique ; Infographie multimédia ; dessin assisté par ordinateur ; développement WEB ; programmation Java ; administration base de données ; bureautique ; la langue anglaise ; et les attestés de Kizito. Pour le coordonnateur du Cami, Arsène Vembé Moukouma, les analphabètes du vingt et unième siècle sont ceux qui ne sauront pas ma-

nipuler l'outil informatique. « Aujourd'hui, les TIC apparaissent comme une réponse aux défis de notre temps et surtout de notre pays le Congo qui migre vers le développement de l'économie numérique. C'est pourquoi, nous saluons nos lauréats de ce jour pour ce bon choix et profitons de l'occasion pour les inviter à fructifier ces acquis afin que ces mois d'apprentissage ne soient vains », a déclaré le coordonnateur du Cami.

Il a indiqué que dans ce Congo où l'on prône le développement de l'économie numérique, il faut d'abord former la base, qui est le sous-basement de toute structure et ainsi pour sa solidification. « A cela le programme B2i dont nous faisons le lancement aujourd'hui est le bienvenu », a-t-il dit.

Prenant la parole à son tour, le conseiller socio-politique du



Le conseiller socio-politique du maire de Makélékélé, les responsables administratifs et du Cami posant avec les finalistes/Adiac

Le conseiller socio-politique du maire de Makélékélé, Théophile Bouassapele, qui a manifesté une joie inestimable, a indiqué que cet événement est d'une importance capitale, surtout pour les finalistes qu'il a encouragés. « Maintenant que vous avez terminé, vous avez dorénavant les clés que vous allez essayer de mettre à différentes portes. Et si l'une des clés convient à une quelconque porte, elle va s'ouvrir et ça sera le métier, l'emploi. Cette fois-ci, vous aurez raison de dire, j'ai besoin d'un emploi, parce que vous avez les clés. Les diplômes que vous avez reçus, que ça ne soient pas de lauriers. Ils doivent vous pousser à aller à gauche, à droite pour chercher là où vous serez utiles. Continuez à chercher, à frapper, parce que le Congo compte sur vous. Demain nous allons partir et c'est vous qui allez nous remplacer. Comme qui dirait, le présent est à la lutte, l'avenir est à la jeunesse », a-t-il exhorté.

Bruno Okokana

INNOVATION

L'ONG Viens et vois se dote d'un site web

L'Organisation non gouvernementale (ONG) dénommée Viens et vois, que dirige Emerson Massa, a présenté officiellement, le 4 juin à Brazzaville, son site internet www.viens-vois.org, lors de la célébration de son vingt-deuxième anniversaire, couplée à la Journée du sourire et la distinction des journalistes au ministère des Affaires étrangères.

Le site a été conçu par la société de droit congolais Isoft Consulting afin de permettre à l'ONG Vois et viens d'assurer ses fonctions et d'avoir une visibilité au-delà des frontières du pays. Opérationnel et hautement sécurisé, ce site a été présenté par le journaliste à First Médiac, Paulgy Nubrelle Oko Assandé. Il comprend plusieurs rubriques et sous-rubriques, notamment l'accueil, l'historique de l'ONG Viens et vois, son organisation, ses projets, une médiathèque... Le soutien à l'ONG se fait directement sur la plate-forme où les donateurs et partenaires nationaux interviennent par les services de transfert Airtel ou Mobile Money et les internationaux par carte bancaire ou Paypal. L'ONG, par sa rubrique FAQ's, présente les questions les plus fréquentes posées par les utilisateurs, accompagnées des réponses correspondantes. « L'ONG Viens et vois s'est aussi dotée d'une messagerie professionnelle pour les échanges entre elle et ses partenaires », a précisé le présen-



tateur du site.

Le président Emerson Massa a souligné à cette occasion l'importance du site internet. Selon lui, c'est le moyen le plus moderne de communiquer à travers les boîtes postales. A cet effet, il a rappelé la genèse de son organisation et dressé le bilan de ses activités.

L'ONG Viens et vois, a-t-il dit, a été créée en 2000 à Brazzaville, avec pour but la réhabilitation et la réinsertion socioprofessionnelle de la personne aveugle et

malvoyante. Elle a pour objectifs d'assurer la promotion des handicapés visuels du Congo; de participer à l'élaboration, au développement et à l'évaluation des projets d'éducation, la réadaptation, la réinsertion sociale et professionnelle concernant les handicapés de la vue en partenariat avec l'Etat et d'autres partenaires. Cette ONG a réalisé plusieurs actions parmi lesquelles le soutien aux activités génératrices de revenus; la création de la première école

inclusive au Congo avec toutes ses phases d'équipement, grâce au soutien de la Mission évangélique Braille, sa partenaire principale. Elle a émis le souhait de la signature de la convention sur l'enseignement avec le gouvernement.

En rappel, le vingt-deuxième anniversaire de cette organisation a été couplé à la célébration de la deuxième journée du sourire. Un jeu-concours a été organisé pour la circonstance sur six disciplines. Le test a

concerné plusieurs candidats sur les épreuves de dictée en braille, la lecture du texte en 45 mn, la culture générale, les devinettes, la bible chantée ainsi que la poésie. Au terme de la compétition, chaque premier et deuxième de ces disciplines a reçu le prix.

Le témoignage d'Olivier Ounounou, un aveugle fondateur et directeur général d'Agapé, une ONG basée en Angleterre, a porté sur l'encouragement des aveugles et malvoyants à ne pas perdre espoir. Il a, en outre, indiqué qu'il évoluait dans le domaine de l'hôtellerie avant de devenir aveugle. Il a fait un plaidoyer au pouvoir public de prêter plus d'attention à cette catégorie de personnes. Aux parents de manifester plus d'amour à ces enfants et à eux-même de se rendre utiles.

Par ailleurs, il a émis le souhait de donner à tous les citoyens qui le désirent une formation sur l'identification des besoins des aveugles en mouvement, les types de cannes blanches et bien d'autres.

Lydie Gisèle Oko

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Faire de l'Afrique un marché numérique unique

La réunion extraordinaire du conseil des ministres en charge des Technologies de l'information et de la communication (TIC) de l'Alliance Smart Africa, qui s'est ouverte le 7 juin à Kigali au Rwanda, a été l'occasion d'échanger et d'examiner les différents points en vue de la transformation numérique du continent en un marché unique d'ici à l'horizon 2030.



Une capture d'écran de la session extraordinaire/Adiac

Dans son mot de circonstance, le président de l'Alliance Smart Africa, ministre congolais en charge des Postes, Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, a fait savoir que la transformation de l'Afrique en un seul marché unique passe par la construction des infrastructures numériques résiliente et durable ; la mise en place des politiques agiles et un environnement harmonisé pour attirer les investisseurs ainsi que l'accélération de l'adoption inclusive des services et des biens publics à travers la technologie.

En effet, la vision de ladite organisation est de transformer l'Afrique en un marché numérique unique et de promouvoir le programme de transformation numérique de l'Afrique par le biais d'une approche ambitieuse et innovante. « ...Les défis majeurs de Smart Africa à relever pour le développement de notre continent obligent à innover, inventer, réajuster si possible et à continuer à jouer un rôle numérique sur la scène continentale », a-t-il indiqué le ministre Ibombo.

Le ministre Léon Juste Ibombo a par la même occasion notifié que la tenue de la réunion des ministres qui intervient dans un contexte de crise financière, sanitaire et de la guerre en Ukraine devrait être saisi comme une opportunité à travailler et à interagir en vue d'accélérer l'avancement de l'adoption de la technologie à travers l'Afrique. Il a, de ce fait, invité les autres Etats africains à rejoindre l'organisation pour une meilleure transformation numérique de l'Afrique et de construire un destin commun à travers la dépendance mutuelle des pays. « Notre organisation compte à ce jour trente-deux États. Cela démontre que la vision d'un marché numérique unique est en train de se dessiner par les pays africains eux-mêmes », s'est-il réjoui.

« ...Nous devons aussi accélérer le commerce et les services numériques afin de favoriser l'entrepreneuriat axé sur la technologie et porter un regard particulier sur les infrastructures, la gouvernance et la confidentialité des données », a-t-il ajouté.

Notons que la réunion extraordinaire du conseil des ministres en charge des TIC vient après celle qui s'est tenue à Brazzaville en février dernier. Elle coïncide également avec la Conférence mondiale du développement des télécommunications organisée par l'Union internationale des télécommunications en cours.

Gloria Imelda Lossele

ADJONCTION DE NOM

On m'appelle Kouebakabi Elisabeth, j'aimerais m'appeler Samba Kouebakabi Elisabeth.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

ACTIVITÉS AGRO-PASTORALES

Le groupement Dia-lounda bénéficie de l'accompagnement de l'ambassade d'Allemagne

L'ambassadeur de la République d'Allemagne au Congo, Wolfgang Klapper, a inauguré, le 3 juin au village Loukanga, dans le département du Pool, un bâtiment flambant neuf, au profit du groupement Dia-lounda.

Évoluant au village Loukanga 2, dans le district de Goma Tsé-tsé, la coopérative Dia-lounda a reçu, par le biais de l'ambassadeur d'Allemagne, les clés d'un bâtiment de 12 m de large et 24 m de long. Ce nouveau espace permettra aux membres de ce groupement de multiplier leur production tout en prenant désormais soin de leur 850 poules pondeuses puisque les porcs et canards sont déjà dans leurs enclos. Le groupement agro-pastoral Dia-lounda exerce dans la pisciculture, le maraîchage ainsi que l'élevage des porcs, des canards, de poules pondeuses et locales.

« En acceptant de nous offrir ce bâtiment, vous venez d'apporter non seulement un sourire à la population mais aussi un ouf de soulagement pour tous les membres de notre groupement. Nous allons maintenant stocker nos produits normalement », a déclaré le président du groupement, Jean-Pierre Mankampa.

L'ambassade d'Allemagne au Congo reçoit, en effet, les dossiers des porteurs de projets entre janvier et mars. Elle subventionne régulièrement les groupements exerçant ou qui souhaitent exercer dans l'agriculture, l'élevage, la pisciculture ou l'agrofo-



Les membres du groupement posant avec l'ambassadeur Wolfgang Klapper/Adiac

resterie. Selon l'ambassadeur Wolfgang Klapper, ce bâtiment a été entièrement financé par l'ambassade d'Allemagne et c'est une manière de matérialiser les bonnes relations qui existent entre ce pays et le Congo. Il a indiqué que l'ambassade dispose d'un fonds pour accompagner les microprojets car la demande est grande. « Nous avons décidé de soutenir ces Congolais parce que cela s'inscrit bien dans la politique du gouvernement selon laquelle les activités agro-pas-

torales sont une priorité », a-t-il dit, ajoutant que ce genre de groupement participe à la lutte contre la flambée des prix en produisant les produits alimentaires.

Notons qu'à ce jour, l'ambassade d'Allemagne au Congo a financé près de quarante-cinq projets. Le financement le plus récent est la remise, le 27 mai dernier, d'un chèque de plus de 6 000 euros à un groupement à Madingou, dans la Bouenza, pour la réalisation d'une ferme bovine.

Rude Ngoma

ENVIRONNEMENT

Des arbres plantés à l'école primaire Mabilia-Mâ-Nganga

Des agents de la compagnie Air France, en collaboration avec le Rotary Club Djoué et la Société nationale de reboisement (SNR), ont planté, le 5 juin, des arbres d'espèces mentalist à l'école primaire Mabilia-Mâ-Nganga, dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, Bacongo, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement sur le thème « La marche verte du Congo pour une seule terre ».



La journée a été marquée par le planting d'arbres en vue d'arborer l'établissement sur une superficie de 0,07 hectare avec un écartement de 4x4. Plus de quarante-sept plants ont été enfouis au sol par les agents de la compagnie Air France. Le même geste a été accompli sur le long de la rue Duplex, toujours à Bacongo.

Le mentalist est une espèce envahissante et très répandue au Congo. Il a été planté, selon l'orientation du responsable du SNR, Madel Moukala Mabandza, avec du gel en vue de garder l'hu-

midité du sol en cette période de saison sèche. « L'arbre a besoin de l'entretien comme toute espèce. La société s'en chargera du suivi des plants jusqu'à leur évolution car l'arbre obéit aux exigences de l'arboriste en ce qui concerne sa taille », a-t-il expliqué.

Le directeur de l'école Mabilia-Mâ-Nganga, César François Mambou, dans l'espoir de voir son établissement entouré d'arbres, a indiqué que ceux-ci serviront d'ombre pendant les récréations. Il a promis à cet effet de veiller contre les actes inciviques des

L'opération de planting d'arbres/Adiac citoyens. Le président du Rotary club Brazzaville Djoué Doyen district 9150, Lhy Moeny Makaya Chander, après avoir posé son acte, a indiqué que l'opération consistait à apporter un plus sur la protection de l'environnement, conformément à l'acte 7 du Rotary international. « Le planting d'arbres contribue à la protection contre le réchauffement climatique. Planter un arbre n'est pas seulement un bien pour le pays mais plutôt pour toute la planète », a-t-il dit.

Lydie Gisèle Oko

TRIBUNE LIBRE

Commentaire de l'ambassadeur de la Russie en République du Congo, sur les causes de la crise du marché mondial des denrées alimentaires

Ces derniers temps, les pays occidentaux cherchent à accuser la Russie d'être responsable de la crise alimentaire mondiale et à l'expliquer uniquement par l'effet de l'opération militaire des forces armées russes en Ukraine.

Toutefois, la situation actuelle sur le marché alimentaire n'est pas du tout « le résultat » de deux mois d'année en cours, mais une tendance des deux dernières années au moins. Le phénomène de crise sur le marché agricole est essentiellement dû aux erreurs systématiques cumulées dans la politique macroéconomique, énergétique (y

entre 2020 et 2022, les cours du pétrole ont grimpé de plus de 22%. Les prix du gaz naturel ont triplé en 2021. En conséquence, en décembre 2021, les prix des engrais chimiques ont eu une augmentation sans précédent, de trois à quatre fois.

En raison des mesures anti-covid-19, y compris des restrictions imposées aux déplacements internationaux et de la baisse du volume du commerce international, les frais de transport ont fortement augmenté.

Le faible niveau des stocks alimentaires dans les pays en développement, ainsi que les mauvaises

conditions climatiques n'ont fait qu'aggraver la situation. Alors que les coûts du carburant et des engrais augmentent, les agriculteurs sont obligés de réduire les surfaces arables, ce qui a eu comme résultat une baisse de la production agricole face à une demande toujours croissante.

Les sanctions économiques illégales des pays occidentaux contre la Russie, en février-mars 2022, n'ont fait qu'aggraver les tendances négatives sur le marché alimentaire mondial, dans le domaine énergétique et industriel. Les sanctions ont affecté les entreprises agricoles qui se sont heurtées aux problèmes liés au financement et à la logistique pour les contrats

alimentaires en cours.

Les sanctions unilatérales, comprenant les menaces d'arrestations des cargos russes et la déconnection des établissements financiers russes du système SWIFT, ont perturbé des chaînes logistiques et financières des opérateurs russes. Compte tenu du rôle de la Russie dans le commerce agro-industriel, cette situation a des répercussions pour les partenaires de la Russie.

La Russie a l'intention de continuer à remplir ses obligations à titre des contrats d'exportation des produits agro-industriels et énergétiques, des engrais et d'autres produits de première nécessité. La Russie est vivement préoccupée par une éventuelle crise alimentaire qui pourrait frapper le continent africain et se prononce contre les mesures de pression unilatérales, dont les conséquences pourraient être catastrophiques pour le monde entier.

Guéorguy Tchepik, ambassadeur de Russie en République du Congo



compris climatique) et alimentaire des pays occidentaux. La pandémie du covid-19, qui a perturbé des chaînes d'approvisionnement, la hausse du coût de fret et d'assurance y ont également contribué.

En 2020-2021, les pays développés ont fortement augmenté les injections financières dans leurs économies pour faire face aux effets négatifs de la pandémie. Les déficits budgétaires croissants et la politique monétaire trop souple ont entraîné une flambée de l'inflation (y compris alimentaire). Cette tendance a été aggravée par des guerres commerciales entre les principaux acteurs et la persistance des contradictions dans la gestion des marchés agricoles. En conséquence, les stocks alimentaires sont aujourd'hui à leur niveau plus bas depuis cinq à dix ans.

La transition forcée de certains pays occidentaux vers « l'énergie verte » au détriment des hydrocarbures et nucléaire a provoqué une hausse des prix des produits énergétiques. En particulier,

TRANSITION BURKINABÈ

Mahamadou Issoufou nommé médiateur par la Cédéao

A l'issue du sixième sommet extraordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), tenu le 5 juin à Accra, au Ghana, l'ancien président nigérien, Mahamadou Issoufou, a été nommé médiateur pour le Burkina Faso. Il aura pour mission de faciliter le dialogue entre toutes les parties prenantes.

« L'autorité décide de nommer SEM Mahamadou Issoufou, ancien président de la République du Niger, en tant que médiateur de la Cédéao pour le Burkina Faso afin de faciliter le dialogue entre toutes les parties prenantes », a indiqué la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement dans un communiqué publié à l'issue du sommet.

Faisant part de sa préoccupation quant à la durée de la transition fixée à trente-six mois, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement a réitéré « sa ferme condamnation du coup d'Etat du 24 janvier 2022 » et décidé « de maintenir la suspension du Burkina Faso de toutes les instances de la Cédéao jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel ».

Le nouveau médiateur de la Cédéao, Mahamadou Issoufou, a dirigé le Niger de 2011 à 2021. A la fin de son deuxième et dernier mandat légal, il a décidé de ne pas modifier la Constitution pour briguer un troisième mandat. Il a été remplacé par Mohamed Bazoum, issu de la même formation que lui, le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme.

La nomination de Mahamadou Issoufou comme médiateur a été accueillie favorablement par la classe politique et la société civile. Les différents acteurs espèrent qu'avec son intervention, une sortie de crise sera trouvée sur le délai de la transition et le retour à un ordre constitutionnel normal.

Yvette Reine Nzaba

AFRIQUE CENTRALE

La FAO appelle à intensifier l'assistance humanitaire agricole

Dans son nouveau rapport publié le 3 juin, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a appelé à mobiliser 248 millions de dollars afin d'assister 3,2 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë en Afrique centrale.

« En Afrique centrale, des millions de personnes dépendent de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la foresterie et autres ressources naturelles pour assurer leur alimentation et leurs revenus. Cependant, les effets du changement climatique, caractérisés par des phénomènes météorologiques extrêmes ainsi que les conflits socio-politiques, menacent significativement ces secteurs et nuisent à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence de la population qui en dépend », indique la FAO.

D'après les nouvelles données du Rapport mondial sur les crises alimentaires (GRFC), les taux de la faim et de la malnutrition dans le monde sont alarmants. En 2021, environ 193 millions de personnes, soit 40 millions de plus qu'en 2020, étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë et avaient besoin d'une assistance urgente dans cinquante-trois pays et territoires.

D'après le texte, le continent africain compte environ 114 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë, dont 33 millions au sein de quatre pays de la sous-région d'Afrique centrale, à savoir la Ré-

publique démocratique du Congo, qui connaît la plus grande crise alimentaire au monde, avec près de 26 millions de personnes en insécurité alimentaire; le Cameroun, deuxième pays le plus touché (2,4 millions de personnes); la République centrafricaine (2,36 millions de personnes); et le Tchad (2 millions de personnes). Selon la FAO, cette aggravation est imputable à divers facteurs qui se renforcent mutuellement : des conflits aux crises environnementales et climatiques, des crises économiques aux crises sanitaires, avec sous-jacentes la pauvreté et les inégalités.

En effet, les conflits demeurent le facteur d'insécurité alimentaire principal. Bien que cette analyse soit antérieure à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le rapport constate que cette guerre a déjà mis en évidence « l'interdépendance et la fragilité des systèmes alimentaires mondiaux, porteuses de graves conséquences pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au plan mondial ».

Avec 75% de la population des pays d'Afrique qui dépendent d'une agriculture de subsistance pour leur alimentation et leurs revenus, « in-

vestir dans le secteur agricole est essentiel à la sauvegarde des moyens d'existence des ménages et à l'amélioration de leur sécurité alimentaire. »

Ainsi, en Afrique centrale, ce sont près de 25 millions de personnes sur les 33 millions en insécurité alimentaire aiguë qui vivent en zones rurales.

Avec son nouveau cadre stratégique 2022-2031, la FAO prévoit de « fournir une assistance à 60 millions de personnes par an par le biais d'interventions d'urgence et de résilience, et par des investissements dans des actions préventives et anticipatives qui réduiront les besoins humanitaires à l'avenir et permettront un développement durable ».

Cet objectif représente une augmentation d'environ 100% du nombre de personnes assistées en 2021 par la FAO. Il vise notamment à promouvoir la transformation des systèmes agroalimentaires, « afin de les rendre plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables en vue d'améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie, sans laisser personne de côté ».

Yvette Reine Nzaba

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Une nouvelle initiative pour renforcer les compétences financières

La Banque africaine de développement (BAD) en collaboration avec les Cités et gouvernements locaux unis, a récemment annoncé le lancement d'un nouveau programme visant à renforcer les capacités des directeurs financiers municipaux sur l'ensemble du continent.

Selon la note publiée par l'institution financière, la nouvelle initiative permettra aux villes de mieux tirer parti des marchés financiers afin de financer leurs infrastructures locales et leurs projets de développement. « Il est impérieux que les infrastructures urbaines évoluent et se développent pour répondre à la demande des villes africaines qui s'urbanisent rapidement. Le programme débutera en septembre 2022 avec dix municipalités. Les agents financiers qui y prendront part acquerront des compétences en matière de finance, de comptabilité et de gestion de la dette et des risques afin d'améliorer la solvabilité de leurs villes. Les participants auront également l'occasion de visiter des bourses africaines, notamment la Bourse de Johannesburg et la Bourse d'Abidjan », explique la BAD.

Alice Nabalamba, responsable du développement urbain au sein du département infrastructures, villes et développement urbain de la BAD, estime que ce genre de programme de renforcement des capacités joue un rôle de catalyseur à long terme pour le développement des villes, faisant des municipalités des interlocutrices de poids pour un grand nombre de bailleurs de fonds.

Notons que l'initiative pour les directeurs financiers municipaux a été présentée lors du neuvième Sommet Africités qui s'est tenu du 17 au 21 mai dernier, à Kisumu, au Kenya.

Gloria Imelda Lossele

GOLFE DE GUINÉE

Saisie de deux tonnes de cocaïne

Le task group Jeanne-d'Arc, intégré à l'opération Corymbe de l'armée française, a saisi deux tonnes de cocaïne sur un navire de pêche dans les eaux du golfe de Guinée. Ce qui porte un nouveau coup dur aux trafics illégaux à destination de l'Europe.

Le porte-hélicoptères amphibie (PHA) Mistral et la frégate type La Fayette (FLF) Courbet, intégrés à l'opération Corymbe, ont été mobilisés durant plus de deux jours dans le cadre d'une opération de lutte contre le narcotrafic. Le groupe Jeanne-d'Arc a localisé un navire suspecté de trafic de stupéfiants dans les eaux du golfe de Guinée. Après une première relocalisation par l'hélicoptère Dauphin du Mistral, déployé pour cette opération sur le Courbet, la mise en œuvre du drone Schiebel (S-100) a permis l'identification du navire suspect et le suivi de l'action de l'équipe pendant plusieurs heures. De nombreux sacs étanches contenant des pains de cocaïne ont été découverts. Cette prise représente deux tonnes de cocaïne pour une valeur supérieure à cinquante millions d'euros, selon les estimations de l'Office antistupéfiants. Depuis trente-deux ans, la France déploie un à deux bâtiments en opération Corymbe dans le golfe de Guinée, particulièrement pour contribuer à la diminution de l'insécurité maritime, en aidant au renforcement des capacités des marines riveraines du golfe et des centres de la structure issue du processus de Yaoundé. Le déploiement de bâtiments fran-

çais en opération Corymbe complète le dispositif français stationné en Afrique occidentale et constitue le volet maritime des coopérations opérationnelles mises en œuvre par les armées dans le golfe de Guinée. Le conseil de sécurité des Nations unies a récemment pris la résolution destinée à aider les États côtiers de l'Afrique de l'ouest à adopter les lois nécessaires et à poursuivre en justice les pirates. La piraterie est un autre fléau des eaux du golfe de Guinée. Les initiateurs de cette nouvelle résolution sont la Norvège et le Ghana. Les eaux au large de l'Afrique de l'ouest étant considérées comme les plus dangereuses du monde. « La décision du Conseil de sécurité aujourd'hui constitue un pas important dans la lutte contre cette menace », a déclaré le ministre des Affaires étrangères de Norvège, Anniken Huitfeldt.

« Une amélioration de la sécurité maritime dans cette région assurera une croissance économique accrue aux États côtiers tout en contribuant à des conditions de travail plus sûres pour les marins. Le Conseil de sécurité envoie ainsi un signal clair : la sécurité du trafic maritime est d'une importance

capitale. Il est primordial que les États membres de l'ONU et les pays de la région appliquent la résolution », a annoncé Anniken Huitfeldt. Il s'agit de la première résolution visant à lutter contre les actes de piraterie dans le golfe de Guinée depuis dix ans. Ce golfe s'étend sur 6 000 km, du Sénégal au nord à l'Angola au sud. Tous les jours, environ 1 500 bateaux de pêche, navires-citernes et porte-conteneurs croisent dans ces eaux. Cette région est cruciale pour l'acheminement de pétrole, de gaz et de marchandises entre l'Afrique centrale et l'Afrique australe, entre autres. Les navires et leurs équipages naviguent sous la menace constante d'attaques, de vols et d'enlèvements. Les actes de piraterie nuisent aux exportations, au commerce et aux investissements dans les pays du littoral occidental de l'Afrique. Une étude des Nations unies montre que ces actes coûtent environ deux milliards de dollars par an aux États riverains du golfe de Guinée. S'y ajoute le coût de la baisse des investissements et de l'impact négatif sur le développement économique, qui représente plusieurs dizaines de milliards de dollars.

Noël Ndong



SOYEZ CONNECTÉS TOUTE L'ANNÉE À L'INTERNET SPEED GRÂCE AU CRÉDIT NUMÉRIQUE LCB BANK



Dans le cadre de l'exécution de son vaste plan stratégique Transform, Congo Telecom a prévu une série de leviers entre autres l'établissement des partenariats avec les parties prenantes capables de renforcer son activité et ses différentes opérations. C'est à ce titre que l'opérateur historique a mis en place avec LCB BANK, une offre dénommée « Crédit numérique ».

Le crédit numérique est une offre à la consommation destinée aux clients LCB BANK pour le financement annuel de leur abonnement internet illimité SPEED de Congo Telecom. Cette offre est destinée tant aux particuliers qu'aux entreprises et est caractérisée par :

- Un taux d'intérêt à 0% remboursable en 12 mois.
- Une remise de 10% sur tous les forfaits internet SPEED
- Un montant maximum de crédit s'élevant à 2.000.000 F CFA pour les abonnements résidentiels et 5 000 000 F CFA pour les professionnels.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous rapprocher des différentes agences Congo Telecom ou de votre gestionnaire de compte LCB BANK.

Bénéficiez de :

10% de réduction sur le forfait de votre choix

Kit d'abonnement offert et installation gratuite

Service après-vente Premium

AFRIQUE

Vers la restructuration de la dette des pays les plus pauvres

La restructuration de la dette des pays les plus pauvres nécessite une coordination plus efficace. Un cadre commun amélioré pour le traitement de la dette pourrait ouvrir la voie à un paysage de créanciers de plus en plus complexe, peut-on lire dans IMBlog, un forum pour les points de vue du personnel et des responsables du Fonds monétaire international sur les questions économiques et politiques urgentes du jour.

Les pays à faible revenu sont confrontés à moins de problèmes d'endettement aujourd'hui qu'il y a vingt-cinq ans, notamment grâce à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), qui a réduit le fardeau de la dette ingérable en Afrique subsaharienne et dans d'autres régions, selon les auteurs, Guillaume Chabert, Martin Cerisola et Dalia Hakura. Malgré que les ratios d'endettement soient plus faibles qu'au milieu des années 1990, la dette a augmenté au cours de la dernière décennie et l'évolution de la composition des créanciers rendra les restructurations plus complexes. Les auteurs craignent que des améliorations au cadre commun du G20 pour le traitement de la dette, dont peuvent désormais bénéficier les 73 pays éligibles à l'Initiative de suspension du service de la dette (DSSI) du G20 en

2020-21, ouvre la voie à cette complexité croissante des créanciers. Jusqu'à présent, seule une poignée de pays a demandé à utiliser le cadre commun, lancé en novembre 2020, soulignant la nécessité d'un changement pour renforcer la confiance et encourager la participation à un moment charnière pour les pays à faible revenu très endettés.

Risques croissants de surendettement

A cause des taux d'intérêt bas, des besoins d'investissement élevés, des progrès limités dans la collecte de recettes et des systèmes tendus de gestion des finances publiques, les ratios d'endettement des pays DSSI ont augmenté, inversant une baisse observée au début des années 2000. Les chocs économiques de la covid-19 et la guerre en Ukraine s'ajoutent aux problèmes d'endettement aux-

quels sont confrontés les pays à faible revenu. Environ 60 % des pays DSSI sont exposés à un risque élevé de surendettement ou sont déjà surendettés, selon le rapport. Parmi les 41 pays DSSI à haut risque ou en surendettement, le Tchad, l'Éthiopie, la Somalie (dans le cadre de l'initiative PPTE) et la Zambie ont déjà demandé un traitement de la dette. Une vingtaine d'autres présente des dépassements significatifs des seuils de risque élevés applicables, dont la moitié a également de faibles réserves, des besoins de financement en hausse ou une combinaison des deux en 2022. Sur le plan intérieur, des arbitrages difficiles existeront entre la nécessité de restructurer la dette souveraine due aux banques nationales, et l'impact de ces restructurations sur la stabilité du secteur financier et la capacité des banques nationales à financer

la croissance, soulignent les auteurs.

Défi de coordination et cadre commun

Sur le plan externe, l'étude observe une diversité accrue des créanciers, ce qui pose des problèmes de coordination. Au cours des dernières décennies, les pays DSSI ont emprunté principalement auprès des pays créanciers officiels du Club de Paris et des banques privées, aux côtés des institutions multilatérales. Aujourd'hui, la Chine et les détenteurs d'obligations privées jouent un rôle de prêt beaucoup plus important. La part de la dette extérieure des pays DSSI due aux créanciers du Club de Paris est passée de 28 % en 2006 à 11 % en 2020. Au cours de la même période, la part due à la Chine est passée de 2 % à 18 % et la part des euro-obligations vendues à des investisseurs privés. La

Chine est désormais le plus grand créancier bilatéral officiel dans plus de la moitié des pays DSSI. Pékin jouerait donc un rôle clé dans les restructurations de la dette de la plupart des pays DSSI. La mise en place de mécanismes assurant la coordination et la confiance entre créanciers et débiteurs est devenue urgente, indique le document. Des améliorations au cadre commun du G20 pourraient jouer un rôle important en garantissant une large participation des créanciers avec un partage plus équitable des charges. Le renforcement de la gestion et de la transparence de la dette devrait également être une priorité. Ce qui aiderait les pays à gérer les risques liés à la dette, réduirait le besoin de restructuration de la dette et faciliterait une résolution plus efficace et durable si la dette devenait insoutenable.

Noël Ndong



**La Résidence
des PIONNIERS**

ESPACE

-DE VENTE-



**JARDINS
MPILA**

Appartements de
3 et 4 chambres

05 200 00 24
06 774 74 62

Retrouvez-nous à l'espace
de vente - Avenue de
l'intendance - Mpila

www.jardins-de-mpila.com
www.residence-les-pionniers.com



ICAZI
IMMOBILIER



BCH
Banque Congolaise de l'Habitat



Banque Postale du Congo



BSCA Bank
Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique

DIPLOMATIE

Le couple royal belge arrivé à Kinshasa

Reporté à deux reprises, d'abord à cause de la persistance de la pandémie de covid-19 en 2020, ensuite du fait de la guerre en Ukraine deux ans plus tard, le déplacement du couple royal belge en République démocratique du Congo (RDC) s'est concrétisé cette fois-ci.

Le roi Philippe et la reine Mathilde sont arrivés hier dans la capitale congolaise pour un séjour qui ira jusqu'au 13 juin. Pour sa première visite officielle sur le sol congolais, le couple royal belge est accompagné par plusieurs officiels. Presque dix ans après son intronisation en 2013, le roi Philippe espère profiter pleinement de sa première visite officielle en RDC. Son séjour kinois sera ponctué, ce 8 juin, par une série d'activités dont le point d'orgue reste l'entretien au Palais de la nation avec le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Le programme prévoit également que le souverain belge s'adressera, après, aux représentants de la nation congolaise dans l'hémicycle du Palais du peuple, siège des institutions. Le 10 juin, Sa Majesté le roi des belges et son épouse mettront le cap sur Lubumbashi pour une autre séquence de leur visite avec, à la clé, une rencontre avec la communauté étudiante de l'Université de cette ville. La dernière étape de leur périple sera marquée par le passage, le 12 juin à Bukavu,



le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo et Le Roi Phillip II

à la clinique Panzi du gynécologue Denis Mukwege, co-lauréat du prix Nobel de la paix 2018, afin d'honorer son combat contre les violences sexuelles. A tout prendre, cette visite du couple royal belge traduit l'excellence des relations bilatérales entre le Royaume de Belgique et la RDC. Une manière pour le souverain belge de consolider ce partenariat tout en poursuivant le travail de mémoire sur la période coloniale. L'on se rappelle qu'en 2020, le roi Philippe avait exprimé, dans une

lettre adressée au chef de l'État congolais, ses « plus profonds regrets » pour les « blessures de la colonisation ». Au-delà, toute une symbolique se dissimule derrière la visite du monarque belge en RDC. Elle confirme, si besoin en était encore, la légitimité internationale toujours grandissante du président Félix-Antoine Tshisekedi dont le pays, redevenu fréquentable, palpe aujourd'hui les dividendes de sa diplomatie agissante.

Alain Diasso

COMMERCE EXTÉRIEUR

La réforme du guichet unique s'accélère

Le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a convoqué les ministères concernés par la réforme du guichet pour une réunion d'évaluation. L'objectif est de donner une nouvelle impulsion à la réforme qui permettra au gouvernement de la République d'accroître la mobilisation des recettes publiques et d'améliorer le climat des affaires.

D'une manière pratique, le guichet unique du commerce extérieur joue le rôle de plate-forme qui centralise et répartit en temps réel toutes les informations nécessaires à l'activité des intervenants de toutes les composantes réglementaires, douanières et logistiques dans le cadre des opérations d'importation, d'exportation et de transit sur le territoire national. Le 4 juin dernier, à l'Immeuble du gouvernement, Jean-Michel Sama Lukonde a présidé une réunion exceptionnelle du Comité de supervision de la réforme du commerce extérieur en vue d'évaluer le niveau de mise en œuvre de l'importante réforme. D'emblée, la primature a donné des nouvelles assignations claires à chaque ministère et à chaque service en retard. Comme l'a expliqué Jean-Lucien Bussa, ministre du Commerce extérieur, cette réforme vise globalement à dématérialiser les procédures en matière d'importation et d'exportation. Au final, elle va permettre d'améliorer la mobilisation plus accrue des recettes de l'État.

Le but ultime de la réforme est d'améliorer la transparence, la célérité et l'efficacité des démarches liées à l'import, l'export et au transit des marchandises. Pour les autorités congolaises, il était opportun d'apporter des solutions innovantes en

vue de sécuriser, automatiser et optimiser les procédures utilisées par la communauté du commerce extérieur. Il s'agit, a soutenu Jean-Lucien Bussa, de mettre ensemble tous les ministères et services impliqués dans la mise en œuvre de cette réforme. « Par cette réunion, le Premier ministre a donné une impulsion claire. Il nous demande de mettre les bouchées doubles pour que la réforme soit effective. Le président de la République a mis un point d'orgue sur les réformes et insiste sur l'amélioration du climat des affaires. Cette réforme tombe à point nommé, parce qu'elle permet aussi d'accélérer l'activité économique à travers le commerce », a-t-il expliqué.

En principe, une nouvelle réunion devrait se tenir incessamment pour évaluer les dernières avancées. Entre temps, il se dégage déjà un certain optimisme au regard du chemin parcouru. « Nous sortons de cette réunion très satisfaits. Parce que les choses ont été dites de manière très claire. Les assignations sont aussi claires. Les échéanciers sont fixés. Nous allons nous retrouver dans une ou deux semaines pour voir les améliorations observées », a-t-il conclu.

Laurent Essolomwa



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO

MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

FORUM AFRICA HEALTH EXCON

Jean-Jacques Mbungani présente la situation sur la couverture vaccinale en RDC

En séjour au pays des pharaons où il prend part au Forum Africa Health ExCon, dont l'ouverture officielle a été présidée par le chef de l'Etat Abdel Fattah El-Sisi, le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani, a présenté un tableau bilan de la vaccination en Afrique et particulièrement en République démocratique du Congo (RDC), tout en se fondant sur les estimations de couverture telles qu'indiqué par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance, de 1980 à 2019.

Selon les statistiques, les pays de l'Afrique du Nord ont atteint une couverture sanitaire de 88% alors que celle de l'Afrique de l'Est et du centre était estimée à 66% (performances les plus faibles lorsque l'on considère les régions du monde). Cependant, certains pays situés dans la région de l'Afrique centrale ont enregistré des performances au-delà de la moyenne régionale. En 2019, parmi les dix pays ayant plus d'enfants zéro – doses (non vaccinés en DTC1) dans le monde, trois se situaient en Afrique dont le Nigeria ; la RDC et l'Ethiopie. Plus récemment, a indiqué le ministre congolais de la Santé, les pays africains n'ont pas été épargnés par la sur-



Le ministre Jean -Jacques Mbungani au forum sur la santé en Egypte/DR

venue de la pandémie de covid-19. Celle-ci a été un nouveau chapitre menaçant les progrès des performances en matière de vaccination. Pour le ministre Jean-Jacques Mbungani, de nombreux pays dont la RDC ont connu des chocs qui ont mis en péril leur vaccination à la suite de cette pandémie ainsi que l'écllosion

des épidémies d'Ebola, de rougeole, de polio ainsi que les ruptures de stocks en vaccins.

Après cette conférence, le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention a profité de l'occasion pour visiter quelques stands d'exposition de circonstance.

Arrivé le 4 juin dernier au

Caire, Jean-Jacques Mbungani avait, bien avant, participé à la quatrième session ordinaire du Comité technique spécialisé sur la santé, la population et le contrôle de drogues. Cette rencontre convoquée par l'Union africaine a été placée sur le thème « Faire progresser l'action en faveur de la sécurité sanitaire

et du bien-être socio-économique de la population africaine : la nutrition comme intervention de valeur ».

Le Forum Africa Health ExCon en Egypte vise à solidifier et renforcer les relations et l'unité entre les Etats africains dans le domaine de la santé. Il ouvre surtout les portes à une immense exposition du secteur de la santé et a pour thème « La promotion de la santé dans le continent à travers la promotion de la production et de l'approvisionnement en médicaments locaux ». Notons que plusieurs membres des différents gouvernements africains ont pris la parole au cours de la deuxième journée de ces assises.

Blandine Lusimana

DROITS DE L'HOMME

Maïck Lukadi salue la mémoire de Floribert Chebeya et de Fidèle Bazana

Le président de l'association Assistance aux personnes vulnérables et enfants du Congo (Apvec), Maïck Lukadi, a rendu hommage à Floribert Chebeya, ancien directeur exécutif de la Voix des sans voix pour les droits de l'homme, et à Fidèle Bazana, membre de cette organisation, à l'occasion de la commémoration des douze ans de leur assassinat.

Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, deux activistes des droits de l'homme, ont été assassinés à Kinshasa, le 1^{er} juin 2010. Rappelant leur sacrifice, Maïck Lukadi se dit être plongé dans l'effroi et la stupeur jusqu'aujourd'hui, parce que ce qui est arrivé à ces deux défenseurs des droits de l'homme peut également arriver à n'importe qui d'autre sur le territoire congolais. Il a exprimé le souhait de tous les activistes des droits de l'homme de la République démocratique du Congo (RDC) de voir, un jour, le suspect numéro un dans ce double assassinat, notamment le chef de la police nationale au moment de ce double meurtre, le général John Numbi, dans le box des accusés. Le président de l'Apvec a insisté, par ailleurs, sur la dotation du pays d'un arsenal juridique pour la protection des défenseurs des droits de l'homme. Maïck Lukadi a rappelé qu'il y a une proposition de loi portant protection des défenseurs des droits de l'homme, introduite depuis la dernière législature au Parlement et qui

malheureusement moisit dans les tiroirs des deux chambres de cette institution. Aussi a-t-il relevé que c'est l'absence d'une loi en faveur des activistes des droits de l'homme qui est à la base du traitement indécemment qu'ils subissent tous les jours dans l'exercice de leur apostolat, à travers le territoire national. « *Le travail des activistes des droits de l'homme profite à tout le monde, que l'on soit du pouvoir ou de l'opposition* », a rappelé Maïck Lukadi. « *Face à la brimade et des arrestations arbitraires dont sont victimes chaque jour les défenseurs des droits de l'homme et d'autres membres de la société civile dans l'exercice de leur apostolat, il est plus qu'urgent que cette loi soit rapidement votée au niveau des deux chambres du Parlement* », a souhaité le président de l'Apvec.

Pour s'en convaincre, il a cité le cas de deux membres de son organisation, Crispus Katumba Tshikala et Princisse Kambayi Bayamba, interpellés et torturés



Maïck Lukadi

lors de la marche organisée le 6 mai dernier par l'opposition devant le Palais du peuple, en rapport avec le débat général sur la loi électorale.

S'agissant de la situation sécuritaire qui prévaut dans les provinces de l'Est du pays, le président de l'Apvec appelle toute la nation congolaise à s'unir comme un seul homme en vue de faire échec aux manœuvres du Rwanda, qui agresse la République démocratique du Congo en appuyant le M23. Tout en condamnant les attaques qui font beaucoup de morts parmi les civils, Maïck Lukadi a invité les forces sociales et politiques du pays à se mobiliser derrière les Forces armées nationales pour défendre la patrie en danger, conformément à l'article 63 de la Constitution. Il rappelle, enfin, à toutes les ethnies du pays regroupées au sein des tribus Mukongo, Mungala, Muswahili et Muluba leurs devoirs sacrés de bannir le tribalisme en vue de lutter pour la survie de la nation.

Lucien Dianzenza

INTERVIEW

Nicolas Glorieux : « Je les ai encouragés à cultiver une vision singulière de la réalité »

Pratique et créatif, l'atelier de création de documentaire animé, du 24 au 28 mai, par l'auteur-réalisateur français de documentaires, Nicolas Glorieux, a permis à une quinzaine de Kinois aux profils variés, réalisateurs, étudiants en cinéma, journalistes, écrivains, etc., de s'exercer à la réalisation, à l'image, au son et au montage. Onze très courts-métrages d'une minute chacun, tournés à l'Institut français, dont le processus de création est raconté dans cet entretien exclusif avec «Le Courrier de Kinshasa», sont le résultat de cette formation.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Sur quoi a porté votre participation au Festival du film européen ?

Nicolas Glorieux (N.G.) : Je suis venu pour deux choses. L'Institut français m'a invité pour montrer «Partir», un film en cinq épisodes que j'ai coréalisé lors d'un atelier en 2018 avec Camille Julie sur le récit de voyage des jeunes migrants mineurs originaires de l'Afrique de l'ouest, arrivés illégalement en France. L'on m'a également proposé d'animer un atelier à destination de jeunes réalisateurs pour leur partager mon expérience.

L.C.K. : Parlez-nous du profil des participants, à qui était destiné votre atelier ?

N.G. : J'ai l'habitude d'organiser des ateliers avec des publics qui ne sont pas forcément intéressés par le cinéma. Il y a tout un travail qui consiste notamment à leur faire découvrir des choses, ce qui n'était pas la même problématique ici. Les profils de la quinzaine des participants étaient assez hétéroclites. Il y avait des étudiants en école de cinéma,

il y avait plus de participants et c'était difficile de les rejeter parce que j'ai envie d'accueillir toutes les bonnes volontés. Et, la plupart des gens avaient besoin d'aide pour leurs projets. Nous nous sommes retrouvés à travailler avec plus de gens que prévu, de sorte que nous avons fait plus de films que prévu à un rythme assez intense.

L.C.K. : Comment avez-vous jugé l'intérêt des participants à l'atelier ?

N.G. : C'est vrai que les niveaux étaient hétéroclites mais il y avait beaucoup d'idées en gestation et de talents. On voit que certains ont déjà l'œil d'un réalisateur, ont une façon bien à eux d'appréhender une histoire et d'essayer de la raconter. En fait, c'est ce que l'on recherche lorsqu'on est juré, un spectateur averti. L'on s'intéresse à la vision d'auteur, savoir que l'histoire racontée l'est de manière unique par cette personne et ne saurait pas être racontée de la même manière par une autre. C'est souvent comme cela que les films nous touchent, nous frappent mais cela vaut aus-

L.C.K. : Quelle voie préconisez-vous aux débutants pour mieux croître ?

N.G. : J'ai vu certains projets, mais ne sais pas trop comment sont les productions déjà existantes en dehors de l'atelier. Mais je les ai encouragés sur ce que je connais mieux, le documentaire de création qui, lui, fait partie du cinéma d'auteur. Je les ai encouragés à cultiver une vision singulière de la réalité, chercher à exprimer quelque chose de purement personnel. Aussi, j'ai choisi le thème « Quand j'étais petit » dans l'idée de les engager à s'exprimer soit en leur nom propre, soit à s'inclure vraiment dans le processus narratif. Certains ont complètement suivi ce processus-là en racontant une histoire personnelle, d'autres en ont raconté une qui ne leur est pas forcément arrivée mais toujours en se mettant à la première personne. D'autres encore ont utilisé une autre personne pour raconter un univers qui leur était proche, le cas de Gédéon qui aime les contes et a fait intervenir une conteuse. Sans forcément parler



Nicolas Glorieux au 6^e Festival du film européen/Adiac

taires plus longs sur des histoires très intéressantes et qui leur tiennent à cœur. Ce qui est très important comme critère : il faut vraiment que ce soit important pour soi et pour sa communauté, pour pouvoir persévérer dans l'histoire et avoir la motivation d'aller jusqu'au bout. Il y en a pas mal qui viennent du monde de la réalisation de fiction de sorte qu'ils ont un peu apporté cette touche à leur film d'une minute. Je suis moins habitué à cela mais j'ai trouvé que cela a fonctionné assez bien. Je leur ai demandé de faire de la mise en scène parce que tout s'est déroulé dans les locaux de l'Institut français alors que les histoires ne se passaient pas là, il fallait tout mettre en scène. Il y a des films comme celui de la journaliste Nioni qui a vraiment utilisé les moyens de cinéma et une belle qualité éditoriale au niveau de l'écriture pour arriver à rendre l'expérience de la personne. J'ai trouvé que le film de l'étudiant en cinéma Christian Deka a apporté une vraie qualité dans les idées de réalisation. C'est difficile de juger les histoires mais c'est plus simple, plus objectif de se rendre compte de la qualité de la réalisation. Beaucoup d'histoires m'ont touché mais j'essaie plutôt de m'attacher à mon travail : la mise en image et la mise en son, essayer de les sublimer pour que ce ne soit pas juste des images et du son, mais une belle expérience pour le spectateur. Je crois que quelques-uns ont réussi à le faire en étant en apprentissage.

L.C.K. : Quel bénéfice est-on censé tirer d'une formation comme la vôtre ?

N.G. : Lorsqu'on a fait une forma-

tion comme celle-ci, l'on apprend des choses, certes, mais l'on gagne aussi en confiance en soi et l'on s'aperçoit que l'on peut se lancer, essayer certaines choses. Se lancer dans des projets courts au début, sans oublier que faire du court, c'est aussi assez difficile. L'autre chose intéressante, c'est qu'un groupe s'est formé. Ils se sont rendu compte que le fait de travailler ensemble permettait d'avoir du soutien technique mais aussi de partager sur leurs idées. Et, souvent, le fait d'échanger avec les autres permet de les améliorer même si elles étaient déjà bonnes au départ. Avoir le retour des autres permet de percevoir ce qui fonctionne, les choses qui ne sont pas comprises, etc. Le cinéma, c'est aussi un art collectif, en fiction, c'est évident mais en documentaire aussi. S'il y a une chose qui se fait fréquemment entre réalisateurs, c'est de discuter de nos projets car le retour des autres permet d'améliorer notre propos, ce qui est très important. Je voudrais que ce groupe continue à travailler ensemble d'une certaine manière et de créer un collectif de cinéastes. Qu'ils s'entraident pour leurs projets personnels, trouvent un projet et une histoire qui les intéressent tous et travaillent ensemble quand ils peuvent. Si c'est le cas, je suis prêt à les aider. Il y a un pan que l'on n'a pas abordé, la recherche de financements. Je sais assez bien comment cela se passe en France. Des bourses sont accordées aux cinéastes des pays francophones, je pourrais les accompagner à les obtenir, au moins par mes conseils.

Propos recueillis par Nioni Masela



Un aperçu de l'atelier de création documentaire avec Nicolas Glorieux et Pablo Grandquillot/DR

des professionnels déjà lancés dans la pratique du métier, des personnes qui n'avaient jamais pratiqué mais avec des projets documentaires ou affichaient des ambitions dans le secteur.

L.C.K. : Comment s'est déroulé cet atelier avec des profils aussi variés ?

N.G. : J'ai demandé un exercice assez difficile parce que cela leur laissait très peu de temps pour imaginer quelque chose. Il fallait aller très vite et en plus, au début de l'atelier, il y avait huit personnes inscrites. Mais en réalité,

si pour tout autre type de narration, cela peut passer par le son, l'écrit, la musique, etc. L'idée c'est que l'on crée une expérience de cinéma qui arrive à transcender à la fois le média et l'histoire. J'ai remarqué que certains avaient déjà cette sensibilité-là sans avoir de gosses bases en cinéma. Il ne reste plus qu'à la nourrir par la suite, et la meilleure manière de le faire, c'est en réalisant des projets. Et l'autre manière de la nourrir, c'est en voyant les projets des autres. C'est ainsi que l'on arrive à affiner cette perception que l'on a déjà.

de lui, il a parlé d'un sujet personnel. C'est cette démarche-là que j'ai apporté et proposé pendant la semaine d'atelier.

L.C.K. : Y a-t-il, parmi les onze, des projets accrocheurs au point d'avoir votre appui pour un développement au-delà d'une minute si la demande vous est faite ?

N.G. : Beaucoup se sont prêtés au jeu de raconter une histoire en une minute parce que je le leur ai exigé. Mais je pense que plusieurs ont plein de choses à raconter, des projets de documen-

FOOTBALL TRANSFERT

Gédéon Kalulu découvrira la L1 française avec Lorient

Latéral polyvalent international congolais, Gédéon Kalulu arrive libre à Lorient en Ligue 1, en provenance de l'AC Ajaccio qui jouera également dans cette ligue la saison prochaine.



il a écrit : « Trois ans. Dans la carrière d'un joueur, ça compte. Alors forcément, même si j'écris ces lignes pour vous annoncer mon départ, sachez que je vous emporterai dans mon cœur partout où j'irai. Merci à l'AC Ajaccio de m'avoir permis de grandir, d'apprendre énormément et d'évoluer aussi bien comme joueur qu'en tant qu'homme. Je pars avec le sentiment du devoir accompli, d'avoir tout donné pour obtenir la montée en Ligue 1. Merci à tout le club, au staff, à mes coéquipiers, aux salariés, et à tous les supporters pour tous ces moments. A l'orsu ».

Formé à Lyon, le frère du défenseur international espoir français, Pierre Kalulu (Milan AC), Aldo Kalulu (Sochaux) et Joseph Kalulu (Saint Priest) a signé son premier contrat pro en avril 2017. Mais il n'a pas intégré le groupe A de Lyon, se contentant de l'équipe réserve jusqu'en août 2018 lors de son prêt à Bourg-en-Bresse en National. En août 2019, il a signé à l'AC Ajaccio où il a disputé 89 matches jusqu'en 2022 et inscrit un but. En sa première saison professionnelle, il a figuré dans l'équipe type de Ligue 2. Il n'a pas prolongé avec Ajaccio à la fin de son contrat, le 3 juin, malgré la montée de ce club en Ligue 1. Il va ainsi découvrir l'élite du football français avec les Merlus la saison prochaine.

International congolais avec deux sélections, Gédéon Kalulu n'a pas été rappelé chez les Léopards pour les deux premières journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations.

Martin Engimo

Libre depuis l'expiration de son contrat à l'AC Ajaccio (L2 France), Gédéon Kalulu (24 ans) a changé d'air. Il s'est engagé depuis le 3 juin avec Lorient (Ligue 1 France) pour quatre ans, soit jusqu'en 2026, au détriment de Strasbourg et Montpellier qui le désiraient également. Sur sa page Facebook officielle, il s'est dit heureux. « Je suis très content d'intégrer le FC Lorient, de me rattacher à ce club, à son histoire, je suis agréablement surpris par les infrastructures, et tout ce club qui m'a accueilli à bras ouverts. J'ai hâte de commencer à travailler avec tout l'ensemble du personnel, que ce soit le staff ou mes futurs coéquipiers, pour atteindre les objectifs du club, et hâte de rencontrer le public au stade du Moustoir. Un nouveau chapitre s'ouvre, hâte de l'écrire avec vous ! », a-t-il fait savoir.

Au sujet de son ancien club, l'AC Ajaccio,

Emmerson Illoy-Ayyet signe en première division russe

Auteur d'une belle saison en deuxième division, le grand défenseur central a signé un contrat de trois ans avec le FK Ural, pensionnaire de Premier League russe.



Emmerson Illoy-Ayyet portera désormais les couleurs du FK Oural (DR)

Titulaire indiscutable avec le SK Energiya Khabarovsk, avec lequel il a disputé et perdu la finale des play-offs, Emmerson Illoy-Ayyet évoluera bien en première division la saison prochaine.

Le défenseur central s'est engagé pour les trois prochaines saisons en faveur du FK Ural Ekaterinburg, douzième de Premier League à l'issue de la saison.

Le défenseur d'1m95, formé en Ukraine, avait rejoint la deuxième division russe en février 2021 et s'était vite imposé au sein de la défense à trois du club situé à l'extrême orient de la Russie.

Dix-huit mois et 51 matches plus tard (3 buts et 3 passes décisives), le natif d'Odessa a su convaincre une écurie de l'élite de miser sur lui.

Il s'est donc engagé pour les trois prochaines saisons avec le FK Ural Ekaterin-

burg, douzième et premier non relégable de la saison 2021-2022. Ekaterinburg, 1,5 million d'habitants, est la quatrième ville de Russie en termes démographiques. Rayon football, il s'agit d'un « petit » club russe au palmarès vierge au plus haut niveau. L'objectif avoué est de se maintenir pour la dixième saison consécutive.

A 26 ans, l'international congolais aura le cadre idéal pour poursuivre sa progression avant, pourquoi pas, de s'attaquer aux grandes équipes moscovites, à l'image de Mark-René Mampassi, né comme lui en Ukraine et désormais au Lokomotiv Moscou. Peut-être que sa signature en Premier League russe va enfin lui permettre d'avoir sa chance en sélection nationale congolaise où sa taille et son gabarit pourraient rendre de grands services.

Camille Delourme

EN VENTE

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Le Droit des Marchés Publics dans les États Membres de la CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE
Laurent Tenga

Hérisonne PAYIMA LOMBOBO

La CICOS et l'intégration des États de l'Afrique centrale
Préface du Pr Godefroy MOYEN

KISHORE MAHBUBANI

LE JOUR OÙ LA CHINE VA GAGNER
LA FIN DE LA SUPRÉMATIE AMÉRICAINE
Préface d'Hubert Védrine

Roch Cyrilaque GALERAY

Le Commandant Marien Ngouabi (1938-1977)
Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique
Préface du Pr Théophile ORENGA

Simon Batoumeni

Histoire politique du Congo-Brazzaville

Connaisances et Savoirs

SIMON BATOUMENI
Vues de l'intérieur
Réflexion politique sur le Congo-Brazzaville
Essai / Étude politique CS

Pierre MABIALA

Le droit d'occupation et d'acquisition des terres et terrains au Congo
Textes, notes et décisions de la Cour constitutionnelle

Claude-Richard M'BISSA

L'histoire au présent (2005 - 2020)
Une contribution à la vérité sur la gouvernance publique du Congo

Placide Moudouou

PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

EXPOSITION

Entre photographie et environnement

Après avoir reçu leurs attestations de fin de formation à la clôture du festival Kokutan'Art le 1er juin dernier, les participants à l'atelier photographique de cet événement ont procédé, le 4 juin, à la restitution de leur apprentissage par une exposition en lien avec l'environnement. Implantées dans le hall de l'Institut français du Congo (IFC), les images de cette vitrine artistique sont à découvrir et explorer jusqu'au 18 juin.



Des clichés de l'exposition accrochés dans le hall de l'IFC/Adiac

Ils étaient sept hommes, à savoir Florel Mambou, Therance Ralf Lhyliann, Didier Poaty, Lyg Bauer Tomadiatounga, Karel Tchinguoua, Love Sacré Loukebadio, Sourya Guimbi Goma et une seule femme, Jennifer Mank. Pendant dix jours à l'IFC, ils ont été formés aux techniques et à la gestion du fond, de la lumière, des couleurs et des émotions. Des séances d'ateliers qui étaient animés par le photographe professionnel congolais, Robert Nzaou. Au terme de ces rencontres, le festival s'est choisi de faire écho de l'apprentissage des participants à travers une exposition sur la thématique de l'environnement, un sujet qui concerne d'ailleurs tout le monde.

« Le travail du photographe c'est comme celui d'un écrivain, d'un peintre ou encore d'un sculpteur :

C'est avant tout un moyen d'expression. Avec cet outil on peut se lancer dans la capture de problèmes sociaux et environnementaux en les saisissant avec une certaine intensité. L'environnement est un thème essentiel au-delà de la photographie, il relève d'un problème de survie pour l'humanité entière. Je crois qu'avant d'être photographe on est avant tout humain, on est donc, de fait, touché par ce qui se passe autour de nous », a souligné Robert Nzaou.

Ainsi, de cette exposition, il ressort des clichés qui donnent à voir des artères transformées en lac qui non seulement rendent caduc la circulation mais nichent des déchets en tout genre et accroissent la présence des moustiques responsables du paludisme ; la jeunesse, espoir de demain, qui mérite qu'on lui

lègue un environnement sain ; la beauté de la nature à travers des cours d'eau naturels dans lesquels l'homme peut encore se baigner avec plaisir sans s'inquiéter d'une quelconque pollution ou d'un trouble sanitaire ; l'usage des sachets plastiques qui contribuent à salir la planète ; les moyens de transports dont l'usage n'est pas sans conséquence pour l'humanité ; etc.

Dans la scénographie de l'exposition, deux clichés disposés côte à côte portent un message fort : d'une part la vue des

arbres embellissant le décor d'une chaussée et d'autre part le commerce du charbon dans un marché de la place. Le charbon qui n'est autre que le résultat du bois coupé et brûlé. Quoiqu'il se dégage plusieurs connotations de ces images en fonction de la compréhension de chaque spectateur, l'essentiel demeure de se rappeler qu'en coupant les arbres, il faut aussi penser à les replanter au risque de les voir considérablement diminuer et donc ne plus fournir à suffisance tous ses bienfaits.

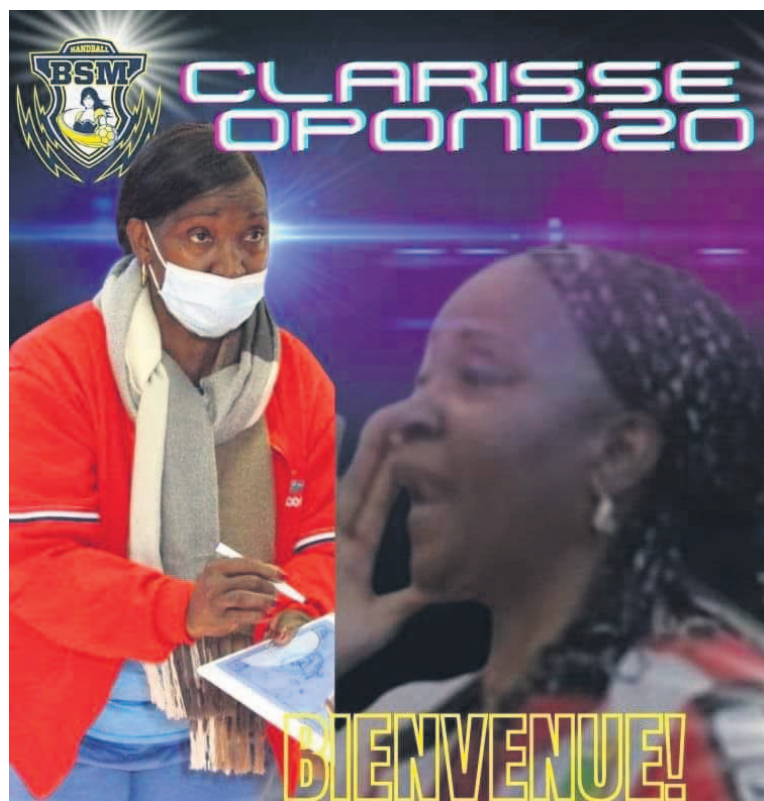
Pour les organisateurs du festival Kokutan'Art, le formateur de cet atelier et les participants, c'est une satisfaction d'avoir relevé le défi de présenter ces travaux sur le thème de l'environnement qui, espèrent-ils, aideront à une meilleure prise de conscience et à plus d'engagement pour le respect écologique.

Merveille Atipo

HANDBALL

Clarisse Opondzo nommée entraîneur du BSM Montluçon

Clarisse Opondzo, qui devient la première Congolaise à entraîner un club d'élite du handball français, a signé un contrat de plusieurs années auprès du BSM Montluçon Handball.



Le club français en pleine expansion a annoncé la bonne nouvelle, le 4 juin, sur sa page Facebook. Clarisse Opondzo est, en effet, l'une des figures de proue du handball féminin en République du Congo. Diable rouge passionnée, elle a totalisé plus de six cents sélections et est trois fois championne d'Afrique.

L'ancienne internationale a également roulé sa bosse en qualité de joueuse dans divers clubs français dont Brest (N1, D2 et D1), Plan de Cuques (N1, D2 et D1) et Le Havre (D1). Brestoise de sang, elle a entraîné et encadré toutes les catégories de jeunes de l'école de handball jusqu'aux seniors à Brest. Dans le club de Saint Renan Guilers, elle a encadré les garçons en pré-nationale, notamment U18 ainsi que les filles de moins de 18 ans.

Faisant partie du staff de la sélection des Diables rouges (version masculine), elle était adjointe au niveau de l'équipe nationale féminine entre 2016 et 2018. En prenant la responsabilité du staff du BSM Montluçon, Clarisse Opondzo a déclaré : « Je viens tout simplement pour reprendre la compétition et faire partie de l'histoire de ce club en apportant mon expérience. Je remercie le président d'avoir pensé à ma personne et à votre ancienne joueuse Gisèle Donguet, qui m'a beaucoup parlé des personnes qui travaillent dans ce club, des personnes de confiance ».

Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

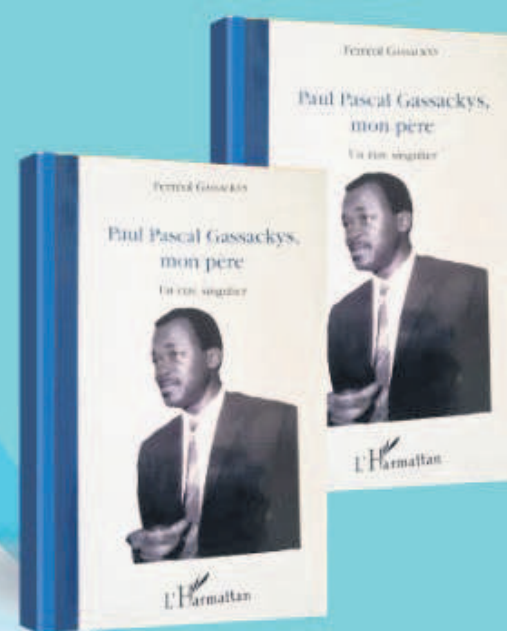
LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

INVITATION

Ferréol Gassackys Vous convie à la présentation
dédicace de son ouvrage : « **Paul Pascal Gassackys
mon père** »

Lieu : Librairie Les Manguiers (Les Dépêches de Brazzaville)
Date : samedi 11 juin 2022
Heure : 09 h 00

Contact : +242 06 666 84 94



SALUBRITÉ PUBLIQUE

Anatole Collinet Makosso exhorte la population de Loandjili 1 au respect de la directive gouvernementale

L'exhortation du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, député de la première circonscription du quatrième arrondissement de Pointe-Noire, Loandjili, a été faite le 4 mai au cours d'une opération de salubrité qu'il a organisée et à laquelle il a lui-même participé. Cela, pour répondre à la directive sur l'opération de salubrité publique qui doit être organisée le premier samedi de chaque mois sur toute l'étendue du territoire national.

En tenue de sport, balai-brosse en mains, le député Anatole Collinet Makosso, accompagné de sa suppléante, Suzanne Kaba Vélé, et du secrétaire général de Loandjili, Naul Analuch Ngo-bi, a nettoyé les routes en pavés de sa circonscription électorale. Comme lui, la population de Loandjili 1 a pris d'assaut les lieux retenus pour la circonstance, en partant de l'avenue Maurice-Moutou-Sambou (avenue de la mairie de Loandjili) à la rue Bihélé (école 15-août du quartier Tchiniambi 2) en passant, entre autres, par les avenues Christ roi, Abbé Victor-Goma (de l'Église catholique Saint Kizito au quartier culotte) et Tchinkata (quartier Tchiniambi).

Pour se rendre compte de l'efficacité de l'opération, le Premier ministre a marché de Saint Kisito au quartier culotte, à Tchiniambi 2, où il a été accueilli par la population en liesse, heureuse de voir ses conditions de vie améliorées avec la construction, entre autres, des routes en pavés. L'occasion a permis à Anatole Collinet Makosso de l'exhorter au respect de la directive sur l'opération de salubrité publique le premier samedi de chaque mois. Directive



qui, a-t-il insisté, doit continuer à l'interpeller « afin qu'elle cesse d'être institutionnelle ou administrative mais qu'elle devienne citoyenne ». Il a appelé la population de la ville à s'organiser de façon régulière, pour maintenir la salubrité et la propreté dans son

environnement.

L'élu de Loandjili I a appelé la population des CQ 401, 402, 403, 404, 405 qui a bénéficié de la politique d'urbanisation et de restructuration des quartiers mis en place par le gouvernement, qui a permis de les doter de routes en

pavés, à les entretenir pour ne pas les transformer en dépotoir. « Il faut amener la population à s'approprier son propre patrimoine et à veiller à ce qu'il soit préservé pour éviter le cycle infernal de construire, détruire et reconstruire », a-t-il conseillé.

Saisissant cette occasion, l'élu de Loandjili I a annoncé officiellement, au terme de la marche, la mise en place d'une compétition dénommée Coupe Anatole-Collinet-Makosso pour le quartier le plus propre, indiquant : « La population doit donc se mobiliser pour faire en sorte que son quartier soit le plus propre et pour que les routes en pavés soient les mieux entretenues ». Par cette compétition, il entend davantage booster la mobilisation et l'implication citoyenne pour accompagner les efforts du gouvernement. Aussi a-t-il souhaité plus d'implication des cadres pour accompagner, éduquer et élever la conscience des citoyens. Il a expliqué : « L'élite a un grand rôle à jouer pour permettre aux citoyens de s'approprier toutes les réalisations et les politiques mises en place par le gouvernement ».

La ronde à pied des quartiers de Loandjili 1 a été aussi une occasion pour le Premier ministre de visiter le chantier de construction du marché domaniale de Tchiniambi 2 dont les travaux sont très avancés.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

AIDE AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES

Les Rotary clubs organisent une collecte de fonds

Les fonds récoltés lors d'une soirée de gala en présence d'Edgard Cyr Tougouma, gouverneur du district 9150, sont destinés aux actions humanitaires qui seront réalisées cette année. L'événement, ont confié le 4 juin, Florence Roch-Dehorter et Serge Bouiti Viaudo, respectivement présidente du Rotary Club Doyen et Rotary Club Ndjindji, a aussi marqué la relance des galas annuels des Rotary clubs de Pointe-Noire.

La soirée de gala, organisée sur le thème « Afrique », a réuni les membres des deux Rotary clubs de Pointe-Noire ainsi que ceux de Brazzaville et de nombreux partenaires, le 21 mai dernier. Musique et danse ont ponctué ce rendez-vous, avant les interventions de Florence Roch-Dehorter, Serge Bouiti Viaudo et Edgard Cyr qui ont circonscrit l'événement. Signalons que l'objectif du Rotary club international c'est de « Servir pour changer des vies ». Et comme l'a rappelé Serge Bouiti Viaudo, cette organisation mène ses actions, qu'elle veut durables, en se concentrant sur sept axes stratégiques : la promotion de la paix, la lutte contre les maladies, l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement et l'hygiène, la santé de la mère et de l'enfant, l'éducation et le développement des économies locales ainsi que l'environnement. Par ailleurs, le président du Rotary club Ndjindji a appelé chacun à « servir les autres pour changer des vies, pour un monde meilleur

et équitable ». Il a invité à plus de solidarité et de soutien vis-à-vis des personnes défavorisées en ce contexte difficile.

Au cours de la soirée, les Rotary Clubs Doyen et Ndjindji ont collecté des fonds à travers, entre autres, une tombola et de nombreux partenaires ayant subventionné des roues rotariennes à hauteur de plusieurs millions de FCFA. Ces fonds permettront de financer leurs actions humanitaires qui vont s'ajouter aux nombreux projets déjà réalisés en faveur des personnes démunies de la place. Des œuvres de bienfaisance qui contribuent à améliorer les conditions de vie de la population et qui se font grâce aussi aux partenaires et aux donateurs que Florence Roch-Dehorter a tenu à remercier. « Leur présence atteste que nous allons dans le bon sens », a-t-elle lancé. Les Rotariens et Rotariennes ainsi que les Rotaractiens et Rotaractiennes ont exprimé leur satisfaction de renouer avec les galas annuels, qui n'ont pas pu être organisés



Florence Roch-Dehorter et Serge Bouiti Viaudo/DR

pendant deux ans à cause de la covid-19. Donnant l'importance de ceux-ci, le gouverneur Edgard Cyr Tougouma, qui a effectué le déplacement de Libreville (Gabon), a expliqué : « Ce n'est pas pour faire la fête que nous organisons ce type de gala, c'est pour que, à travers

les tombolas, nous puissions collecter plus de moyens pour réaliser des projets permettant de soulager la population qui est dans le besoin ». Le gouverneur du district 9150 s'est dit satisfait des efforts fournis par les deux Rotary club de Pointe-Noire, efforts qui, selon lui, méritent des

encouragements du Rotary club international. « Nous avons à Pointe-Noire des Rotariens et des Rotariennes formidables qui, en plus, réalisent des actions à impact durable », a-t-il reconnu.

S'agissant d'encouragement, au cours de la soirée, Marc Grégoire et Philippe Lekoba, des Rotariens de Pointe-Noire engagés de longue date, ont reçu des médailles de reconnaissance pour leur générosité financière, leur implication et leur dynamisme à servir les autres. La tombola organisée au cours de la soirée a fait plusieurs heureux. Les gagnants ont reçu divers prix (moto, voyages, ordinateur, téléphone, bons d'achats...).

Notons que les fonds collectés vont permettre de financer et de réaliser des projets comme la construction de forages d'eau, la réfection d'écoles et de maternités ainsi que la fabrication des tricycles pour soulager des personnes handicapées par la poliomyélite.

L.P.C.N.Z.

MATCH CONGO-GAMBIE

L'union sacrée sollicitée autour des Diablies rouges

La sélection nationale de football affronte, ce 8 juin au stade Alphonse-Massamba-Débat de Brazzaville, la Gambie en match comptant pour la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations, Côte d'Ivoire 2023. Elle a reçu, le 7 juin, le soutien du gouvernement par l'entremise du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso.

« Contrairement à ce que vous pouvez craindre, je suis très heureux d'être en face de vous... Sur instruction du président de la République, je suis venu vous témoigner tout le soutien du gouvernement et du chef de l'Etat », a déclaré le chef du gouvernement en présence du ministre en charge des Sports par intérim, Jean Luc Moutou, des membres de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) ainsi que du staff technique des Diablies rouges.

Laminés le 4 juin dernier à Bamako 4-0 lors de la première journée, les Diablies rouges sont appelés à sortir du jeu face aux scorpions de la Gambie. En effet, le Premier ministre a rappelé que le chef de l'Etat a suivi comme tous les Congolais le match livré face au Mali et en a souffert non pas seulement par la prestation mais du résultat de 4-0 qui est une pilule difficile à avaler. Pour Anatole Collinet Makosso, ce qui est arrivé aux Congolais peut aussi frapper toute autre équipe. La défaite du Real Madrid, cette année devant le FC Barcelone, 4-0, n'a pas empêché, a-t-il rappelé, aux Madrelis de se relever et de gagner le championnat et la Champions League.

« Pour le grand sportif qui est le président Denis Sassou N'Guesso, ce qui est arrivé, c'est un accident de l'histoire comme il en arrive souvent dans les compétitions internationales. Et cela peut être très vite réparé. Le plus dur, ce n'est pas de tomber mais de ne pas être capable de se relever. Or, les Diablies rouges sont capables de sursaut, ils sont capables de se relever et nous avons foi que demain vous allez vous relever », a encouragé le Premier ministre.

Le chef du gouvernement a également invité les Congolais à être solidaires dans l'épreuve car la stigmatisation et la diabolisation des joueurs ne conduisent nulle part. C'est ainsi qu'il a insisté sur la remobilisation autour de l'équipe nationale afin qu'elle puisse remporter les autres batailles qui pointent à l'horizon. « La stig-



Guy Blaise Mayolas remettant des équipements à Anatole Collinet Makosso/DR

matisation et la diabolisation de notre équipe nationale ne feront jamais rentrer le ballon au fond des filets. Nos joueurs

méritent d'être soutenus et encouragés. Il faut continuer à leur faire confiance, savoir être solidaires pour l'épreuve et célébrer ensemble les suc-

cès et en assumer les échecs pour éviter les déboires », a-t-il poursuivi.

Anatole Collinet Makosso a, enfin, réitéré l'engagement du gouvernement de créer des conditions nécessaires tant dans l'organisation que dans la préparation de l'équipe nationale. Notons que le président de la Fécofoot, Guy Blaise Mayolas, de son côté, a offert des équipements des Diablies rouges au Premier ministre.

Parfait Wilfried Douniama

Pour Anatole Collinet Makosso, ce qui est arrivé aux Congolais peut aussi frapper toute autre équipe. La défaite du Real Madrid, cette année devant le FC Barcelone, 4-0, n'a pas empêché, a-t-il rappelé, aux Madrelis de se relever et de gagner le championnat et la Champions League.

DISTINCTION

Huit journalistes récompensés par l'ONG «Viens et vois»

Les professionnels des médias des différents organes de presse audiovisuelle et écrite ont reçu, le 5 juin à Brazzaville, des attestations lors de la célébration du vingt-deuxième anniversaire de l'Organisation non gouvernementale (ONG) en charge des aveugles dénommée « Viens et vois », couplée à la Journée du sourire, au ministère des Affaires étrangères.

L'émulation est un signe de reconnaissance envers les journalistes qui se sont dévoués à la cause de l'ONG «Viens et vois». Dans la presse écrite, Lydie Gisèle Oko, du journal «Les Dépêches de Brazzaville» a été parmi les récipiendaires. Ils ont reçu des attestations de reconnaissance et des trophées traduisant l'image d'un messager, de drapeau congolais, téléphones portables ainsi que des pagnes.

Pour les récipiendaires, le prix est impressionnant car le travail abattu par «Viens et vois», en scolarisant les enfants handicapés visuels, reste étonnant chaque fois quand ils couvrent leurs activités.

« Plus impressionnant encore, est le prix que nous venons de recevoir ce jour.



Les journalistes récipiendaires de la récompense/Adiac

Puisque pour nombreux d'entre nous, c'est une première durant toute notre carrière professionnelle qui va de dix à plus de vingt ans », ont-ils déclaré.

Par ailleurs, ils ont exprimé

leur reconnaissance à l'ONG et, aux responsables de leurs organes respectifs, la gratitude pour la validation et publication des informations de l'organisation.

Le président Emerson Massa

a souligné à cette occasion l'importance des médias pour la visibilité de son organisation. En effet, il a signifié que l'idée d'associer les médias à ses différentes activités émanait d'un dicton : « Les pa-

roles s'envolent, les écrits restent ».

« Il fut créée en 2000, à Brazzaville, plus précisément à l'Alliance biblique au Congo, une commission de travail spécifique aux aveugles dénommée Viens et vois, lieu de rencontre, de partage et surtout d'édification », a-t-il déclaré, ajoutant que « véritable solution aux freins que j'ai rencontrés dans l'appropriation de la vérité biblique par le braille puisqu'incompris à ce moment-là ».

Emerson Massa a indiqué qu'il tenait à honorer les journalistes qui ont cru en eux dès les premières heures avec les récompenses qui sont proportionnelles à leurs moyens actuels. Par ailleurs, il a émis à ces derniers le souhait de continuer à les soutenir.

Lydie Gisèle Oko